

**Le Conseil de développement
économique des municipalités
bilingues du Manitoba inc.**

États financiers
31 mars 2022

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba inc.

Table des matières

31 mars 2022

	Page
Rapport de l'auditeur indépendant	3-4
États financiers	
Résultats et de évolution des soldes de fonds	5
Bilan	6
Flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers	8-17

CSTP CHARTERED PROFESSIONAL ACCOUNTANT

COMPTABLE PROFESSIONNELLE AGRÉÉE

63073 PR 207, SUNNYSIDE, MB R5R 0C4

TEL./CELL: 204.801.1082 EMAIL: CSTPCA@MTS.NET

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres et au conseil d'administration de
Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba inc.

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers de **Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba inc.**, qui comprennent le bilan au 31 mars 2022, et les états des résultats et de l'évolution des soldes de fonds et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, y compris un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

À mon avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de l'organisme au 31 mars 2022, ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour les organismes sans but lucratif.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers* du présent rapport. Je suis indépendante de l'organisme conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquittée des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenu sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour organismes sans but lucratif, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation des états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.



Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux Normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenue d'attirer l'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;
- J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et j'apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

CSP Comptable professionnelle agréée

Sunnyside (Manitoba)
20 septembre 2022

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Résultats et évolution des soldes de fonds

Exercice terminé le 31 mars 2022

				2022	2021
	Fonds général \$	Fonds d'investissement \$	Fonds des immobilisations \$	Total \$	Total \$
Produits					
Accords de contributions et subventions					
Emploi et développement social Canada	571 273	-	-	571 273	547 125
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	545 000	-	-	545 000	545 000
Patrimoine canadien	198 000	-	-	198 000	198 000
Projets (note 15)	1 530 495	-	-	1 530 495	1 349 380
Divers (note 16)	168 502	-	-	168 502	109 279
Intérêts	-	28 458	-	28 458	31 137
Amortissement des apports reportés					
aux immobilisations (note 8)	-	-	22 416	22 416	15 746
Recouvrement de mauvaises créances	-	4 800	-	4 800	6 750
	3 013 270	33 258	22 416	3 068 944	2 802 417
Charges					
Salaires et bénéfiques	1 556 806	-	-	1 556 806	1 381 855
Frais professionnels et consultants	503 705	-	-	503 705	527 631
Loyer et entretien des locaux	243 305	-	-	243 305	220 740
Allocations aux participants et remboursements aux employeurs					
	152 230	-	-	152 230	28 665
Appui du Fonds de développement économique francophone de l'Ouest (FDEFO)					
	136 500	-	-	136 500	136 500
Publicité et marketing	107 353	-	-	107 353	81 161
Frais de bureau	98 642	-	-	98 642	61 554
Kilométrages, repas et frais de voyages	78 453	-	-	78 453	56 688
Divers (note 16)	48 128	-	-	48 128	7 406
Développement de produits et forfaits	44 513	-	-	44 513	157 865
Amortissement	-	-	31 268	31 268	20 652
Télécommunications	25 498	-	-	25 498	24 658
Intérêts sur dette à long terme	-	13 150	-	13 150	15 948
Assurances	7 599	-	-	7 599	4 187
Frais bancaires et intérêts	1 496	134	-	1 630	1 185
Frais de poste et livraison	1 258	-	-	1 258	608
L'impôt destiné aux services de santé et à l'enseignement postsecondaire					
	372	-	-	372	14 006
	3 005 858	13 284	31 268	3 050 410	2 741 309
Excédent (insuffisance) des produits sur les charges					
	7 412	19 974	(8 852)	18 534	61 108
Soldes de fonds au début de l'exercice					
	88 551	616 731	13 642	718 924	657 816
Transfert se rapportant aux immobilisations					
	(7 413)	-	7 413	-	-
Soldes de fonds au début de l'exercice					
	88 550	636 705	12 203	737 458	718 924

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

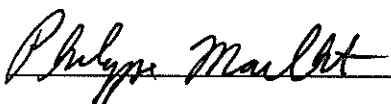
Bilan

Au 31 mars 2022

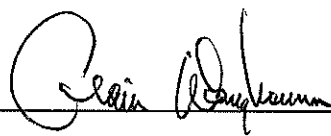
				31 mars 2022	31 mars 2021
	Fonds général \$	Fonds d'investissement \$	Fonds des immobilisations \$	Total \$	Total \$
ACTIF					
Encaisse	646 765	90 853	-	737 618	304 085
Subventions à recevoir	160 727	-	-	160 727	263 421
Comptes clients et autres créances (note 3)	17 216	8 321	-	25 537	61 281
Frais payés d'avance	8 960	-	-	8 960	11 084
Dépôts à terme (note 4)	-	520 177	-	520 177	540 445
Prêts aux petites entreprises (note 5)	-	224 574	-	224 574	307 814
Parts de surplus Caisse Groupe Financier Ltée.	1 706	18 302	-	20 008	20 008
Immobilisations (note 6)	-	-	71 025	71 025	78 861
	835 374	862 227	71 025	1 768 626	1 586 999
PASSIF					
Avances bancaires (note 7)	-	-	-	-	-
Comptes à payer et charges courues	150 193	948	-	151 141	159 248
Apports reportés (note 9)	596 631	-	-	596 631	335 794
Apports reportés afférents aux immobilisations (note 8)	-	-	58 822	58 822	65 219
Dette à long-terme (note 10)	-	224 574	-	224 574	307 814
	746 824	225 522	58 822	1 031 168	868 075
SOLDES DE FONDS					
Fonds général (note 2)	28 550	-	-	28 550	28 551
Fonds d'investissement (note 2)	-	636 705	-	636 705	616 731
Fonds de réserve (note 2)	60 000	-	-	60 000	60 000
Fonds des immobilisations (note 12)	-	-	12 203	12 203	13 642
	88 550	636 705	12 203	737 458	718 924
	835 374	862 227	71 025	1 768 626	1 586 999

Engagements (note 13)

Pour le conseil d'administration :



administrateur



administrateur

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Flux de trésorerie

31 mars 2022

	2022 \$	2021 \$
Activités liées au fonctionnement		
Contributions gouvernementales	2 958 471	2 295 210
Contributions non-gouvernementales	274 071	417 776
Argent reçu des clients et commandites	178 229	118 169
Argent payé aux fournisseurs et aux employés	(3 010 464)	(2 709 236)
Intérêts sur dépôts à terme	15 571	13 893
Intérêts sur dette à long terme	(13 492)	(15 886)
	<u>402 386</u>	<u>119 926</u>
Activités liées au financement		
Prêt à long terme déboursé	50,000	80,000
Contributions gouvernementales pour achats d'immobilisations	16,019	45,656
Repalement de la dette à long terme	(133 240)	(57 934)
	(67 221)	67 722
Activités liées aux investissements		
Prêts aux petites entreprises	101 532	569
Placements	20 268	(93 893)
Achats d'immobilisations	(23 432)	(54 707)
	<u>98 368</u>	<u>(148 031)</u>
Augmentation (diminution) de l'encaisse pour l'exercice	<u>433 533</u>	<u>39 617</u>
Encaisse au début de l'exercice	<u>324 093</u>	<u>284 476</u>
Encaisse à la fin de l'exercice	<u>757 626</u>	<u>324 093</u>
Représenté par:		
Encaisse - Fonds général	646 765	253 757
Encaisse - Fonds d'investissements	90 853	50 328
Parts de surplus	20 008	20 008
	<u>757 626</u>	<u>324 093</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante de ces états financiers.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2022

1 Statut et objectif de l'organisme

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba inc. est un organisme sans but lucratif constitué en vertu de la *Loi sur les corporations du Manitoba*. Il fut incorporé le 9 juillet 1996.

Son objectif est de stimuler, encourager, appuyer et coordonner le développement économique dans les communautés de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba ("AMBM").

L'organisme est exempté d'impôt sous l'article 149 (1)(l) de la *Loi de l'impôt sur le revenu*.

2 Principales méthodes comptables

Les états financiers ont été dressés selon les normes comptables pour les organismes sans but lucratif et comprennent les principales méthodes comptables suivantes :

a) Comptabilité par fonds

Les produits, les charges, les actifs et les passifs afférents à la prestation de services et à l'administration de l'organisme sont présentés dans le *fonds général*.

Les revenus d'intérêts, les produits, les charges ainsi que les gains et pertes sur les ressources du fonds d'investissement sont présentés dans le *fonds d'investissement*. Les produits tirés de ressources du fonds d'investissement sont grevés d'affectations externes.

Le *fonds des immobilisations* présente le coût non amorti des immobilisations ainsi que les apports afférents à l'acquisition d'immobilisations.

Le *fonds de réserve* a été établi avec des ressources que la société a mis de côté afin d'aider à financer certains projets.

b) Comptabilisation des produits

L'organisme applique la méthode du report pour comptabiliser les apports.

Les apports affectés tels que les subventions des pouvoirs publics et les revenus d'intérêts du fonds d'investissement sont constatés à titre de produits de l'exercice au cours duquel les charges connexes sont engagées. L'organisme comptabilise ses intérêts selon la comptabilité d'exercice en fonction du temps écoulé.

Les apports afférents à l'acquisition d'immobilisations sont constatés comme produit selon la même méthode que celle suivie pour l'amortissement du coût des immobilisations acquises. Les fractions non-amorties des subventions reçues désignées à l'acquisition d'immobilisations sont reportées aux années futures comme apports reportés afférents aux immobilisations sur le bilan.

Les apports non affectés tels que les produits divers sont constatés à titre de produits lorsqu'ils sont reçus ou à recevoir si le montant à recevoir peut faire l'objet d'une estimation raisonnable et que sa réception est raisonnablement assurée.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2022

2 Principales méthodes comptables *(suivi)*

c) Immobilisations et amortissement

Les immobilisations acquises sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire.

Les immobilisations de l'organisme sont amortis aux taux annuels suivants :

Améliorations locatives	99 mois
Mobilier et équipements	10 ans
Équipements informatiques	3 ans

Lorsqu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de l'organisme de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs ou du potentiel de service qui y sont associés est inférieure à sa valeur comptable nette, sa valeur comptable nette doit être ramenée à la juste valeur ou au coût de remplacement.

d) Évaluation des instruments financiers

L'organisme évalue initialement ses actifs financiers et ses passifs financiers à la juste valeur. Les coûts de transaction relatifs aux actifs financiers qui seront évalués ultérieurement à la juste valeur sont comptabilisés aux résultats au cours de l'exercice où ils sont engagés. L'organisme évalue ultérieurement tous ses actifs et passifs financiers au coût après amortissement.

Les actifs financiers évalués subséquemment au coût après amortissement se composent de l'encaisse, des dépôts à terme, des comptes clients et autres créances, des subventions à recevoir et des prêts aux petites entreprises.

Les passifs financiers évalués au coût après amortissement se composent des comptes fournisseurs et charges à payer et de la dette à long-terme.

e) Trésorerie et les équivalents de trésorerie

La politique de l'organisme consiste à présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires incluant l'encaisse, les avances bancaires dont les soldes fluctuent souvent entre le découvert et le disponible et les parts de surplus. De plus, les dépôts à terme du fonds d'investissements détenus comme sécurité contre la dette à long-terme ne sont pas inclus dans la trésorerie et des équivalents de trésorerie de l'organisme.

f) Fonds d'investissement

Le fonds d'investissement est un fonds d'affectation externe. Il fut établi par des contributions de 500 000 \$ de Diversification de l'économie de l'Ouest Canada ('DÉO'). Ce fonds a pour bût de fournir des prêts aux petites entreprises dans les communautés de l'Association des municipalités bilingues du Manitoba et dans les autres communautés francophones.

L'accord du 15 septembre 1998 relatif au fonds d'investissement a pris fin le 31 mars 2011.

Ayant reçu l'assurance de l'organisme que les fonds continueraient d'être utilisés selon l'usage auquel ils étaient originalement destinés, DÉO a décidé de laisser la gestion des fonds aux soins de l'organisme.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2022

3 Comptes clients et autres créances

	31 mars 2022			31 mars 2021		
	Fonds général \$	Fonds d'investis- sement \$	Total \$	Fonds général \$	Fonds d'investis- sement \$	Total \$
TPS à recevoir	11 992	-	11 992	13 161	-	13 161
Intérêt à recevoir	-	8 321	8 321	-	8 946	8 946
Comptes clients	5 224	-	5 224	39 174	-	39 174
	<u>17 216</u>	<u>8 321</u>	<u>25 537</u>	<u>52 335</u>	<u>8 946</u>	<u>61 281</u>

4 Dépôts à terme

Les dépôts à terme sont détenus à la Caisse Groupe Financier Ltée. portant intérêts à des taux de 1,10 % à 3,25 %.

Les dépôts à terme viennent à échéance comme suit mais, sont encaissables en tout temps sans pénalité:

	\$
Exercice terminé le 31 mars 2024	68 227
2025	105 843
2026	101 651
2027	163 706
2028	30 750
2029	50 000
	<u>520 177</u>

5 Prêts aux petites entreprises

Les prêts aux petites entreprises varient de 13 068 \$ à 50 000 \$. Ils portent intérêts à des taux de 4,25 % à 5,25 % et sont remboursables sur une période de 5 à 7 ans.

Au cours des années certaines ententes furent établies pour recouvrir certaines mauvaises créances. La provision douteuse existante se rapporte à une marge de crédit. La provision diminue à mesure que les recouvrements sont reçus. Les recouvrements sur mauvaises créances apparaissent sur l'état des résultats dans le fonds d'investissement.

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Prêts aux petites entreprises	231 974	319 414
Moins: Provision pour créances douteuses	<u>(7 400)</u>	<u>(11 600)</u>
	<u>224 574</u>	<u>307 814</u>

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2022

6 Immobilisations

	31 mars 2022			31 mars 2021		
	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette	Coût	Amortissement cumulé	Valeur nette
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Améliorations locatives	54 524	49 088	5 436	54 524	47 416	7 108
Mobilier et équipements	188 620	171 073	17 547	188 620	165 942	22 678
Équipements informatiques	85 110	37 068	48 042	61 678	12 603	49 075
	<u>328 254</u>	<u>257 229</u>	<u>71 025</u>	<u>304 822</u>	<u>225 961</u>	<u>78 861</u>

7 Avances bancaires

L'organisme a une marge de crédit de 300 000 \$ portant intérêt au taux de base de l'institution financière plus 1,5 % (4,5 % au 31 mars 2022). Un contrat de sûreté en premier rang sur tout l'actif de l'organisme a été grevé en garantie de la marge de crédit. L'organisme n'utilisait pas sa marge de crédit au 31 mars 2022.

8 Apports reportés afférents aux immobilisations

Les apports reportés afférents aux immobilisations présentés comprennent les fractions non-amorties des subventions reçues ayant servi à l'acquisition des immobilisations.

L'évolution des apports reportés afférents aux immobilisations est comme suit :

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Solde, au début de l'exercice	65 219	35 309
Subventions reçues ayant servi à l'acquisition d'immobilisations		
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada	-	7 963
Emploi et Développement social Canada - programmation	7 000	5 494
Emploi et développement social Canada - projet Destination emploi	1 850	-
Emploi et développement social Canada - projet Services adaptés	4 537	-
Fonds d'urgence pour l'appui communautaire	-	14 500
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	-	17 699
Littératie financière	1 332	-
Province du Manitoba - Aide au travail indépendant	1 300	-
Montant amortis dans les résultats	<u>(22 416)</u>	<u>(15 746)</u>
Solde, à la fin de l'exercice	<u>58 822</u>	<u>65 219</u>

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2022

9 Apports reportés

Les apports reportés de l'organisme comprennent les fractions des fonds reçus pour les projets non-complétés au cours de l'exercice considérés et destinés à couvrir les charges de projets durant l'exercice subséquent.

	Apports reportés au 31 mars 2021	Apports reçus et à recevoir	Produits reconnus	Apports reportés au 31 mars 2022
	\$	\$	\$	\$
Emploi et développement social Canada - programmation	10 576	560 697	(571 273)	-
Divers (<i>note 15</i>)	1 037	171 971	(168 502)	4 506
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada - Fonds FDEFO	36 500	113 500	(150 000)	-
Société économique de l'Ontario - projet mentorat et employabilité	-	151 211	(143 583)	7 628
Emploi et développement social Canada - projet services adaptés	25 892	119 477	(102 953)	42 416
Emploi et développement social Canada - projet Destination emploi	-	407 295	(83 265)	324 030
Travel Manitoba - projet tourisme	63 000	7 000	(70 000)	-
Autres projets (<i>note 14</i>)	78 208	41 325	(50 432)	69 101
RDÉE Canada - projet petite enfance - formation	31 590	25 434	(39 903)	17 121
Caisse Groupe Financier et Junior Achievement Manitoba - projets jeunes entreprises	41 141	53 000	(39 762)	54 379
Bureau de l'éducation française du Manitoba - projets jeunes entreprises	-	5 000	(5 000)	-
Société de la francophonie manitobaine - projet RIF	44 800	25 600	(2 050)	68 350
RDÉE Canada - projet tournée de liaison	3 050	3 050	-	6 100
RDÉE Canada - projet 48h Top Chrono	-	3 000	-	3 000
	335 794	1 687 560	(1 426 723)	596 631

10 Dette à long-terme

La dette à long-terme comprend les emprunts de la Caisse Groupe Financier Ltée. portant intérêts à des taux de 4,25 % à 5,25 % remboursables en versements mensuels de 5 050 \$ comprenant le capital et les intérêts et remboursable sur une période de 5 à 7 ans. Les placements de la société sont grevés en garantie des emprunts.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2022

11 Opérations entre apparentés

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc. (CDEM) et Eco-Ouest Canada (EOC) sont deux entités légales autonomes sous le leadership municipal bilingue qui est assuré par l'Association des municipalités bilingues du Manitoba (AMBM), regroupant 15 municipalités bilingues. Les trois organismes forment un groupe associé vu que l'AMBM approuve la nomination des administrateurs des conseils d'administration du CDEM et d'EOC.

L'AMBM loue un espace de bureau du CDEM et le CDEM prépare aussi la paie pour l'AMBM.

EOC loue aussi un espace de bureau et un téléphone du CDEM.

Ces opérations sont conclues dans le cours normal des activités et sont inscrites à la valeur d'échange. Cette valeur correspond au montant de la contrepartie convenue entre les parties et est déterminée selon les coûts encourus.

12 Fonds des immobilisations

	31 mars 2022 \$	31 mars 2021 \$
Immobilisations	71 025	78 861
Moins: Apports reportés afférents aux immobilisations	(58 822)	(65 219)
Fonds des immobilisations	<u>12 203</u>	<u>13 642</u>

13 Engagements

Les engagements minimaux pour les prochains cinq ans en vertu des baux pour locaux renouvelé jusqu'en juin 2022 et en vertu de baux d'équipements se terminant en janvier 2024 et en juillet 2028 se répartissent comme suit :

	Locaux \$	Équipements \$	Total \$
Exercice se terminant le 31 mars 2023	48 619	16 260	64 879
2024	-	15 126	15 126
2025	-	14 872	14 872
2026	-	14 872	14 872
2027	-	14 872	14 872

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2022

14 Risques financiers

Les risques importants découlant d'instruments financiers auxquels l'organisme est exposée au 31 mars 2022 sont détaillés ci-après.

Risque de crédit

L'organisme est exposé à un risque de crédit sur ses prêts aux petites entreprises, les subventions à recevoir et ses comptes à recevoir.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'organisme éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. L'organisme est exposé à un risque de liquidité sur les dettes à long terme et ses comptes fournisseurs et charges à payer. Ce risque est réduit à cause des sommes importantes investies en dépôts à terme.

Risque de taux d'intérêt

L'organisme est exposé au risque de taux d'intérêt sur ses dépôts à terme et à la juste valeur de ses dettes à long terme à taux fixe. Le risque de taux d'intérêt est le risque que la juste valeur ou l'encaisse future d'un instrument financier varie en raison d'une fluctuation des taux d'intérêts commerciaux.

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2022

15 Produits - Projets

Le détail des revenus pour les projets spéciaux réalisés durant l'exercice est comme suit :

	2022	2021
	\$	\$
Produits		
Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada	277 187	258 266
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada - projet tourisme	214 800	200 530
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada - Fonds FDEFO	150 000	136 750
Société économique de l'Ontario - projet jeunesse et rural	143 583	-
Province du Manitoba – Éducation et formation - projet immigration	123 120	101 635
Emploi et Développement social Canada - projets en employabilité	102 952	67 100
Province du Manitoba – Éducation et formation - projet emplois pour tous	93 233	83 886
Province du Manitoba – Croissance, entreprise et commerce (<i>note 17</i>)	87 000	87 000
Emploi et Développement social Canada - Destination emploi	83 265	-
Travel Manitoba - projet tourisme	70 000	70 000
Autres projets	50 432	22 536
RDÉE Canada - projet petite enfance - formation	39 903	36 410
RDÉE Canada - projet petite enfance - garderies	28 208	76 755
Junior Achievement Manitoba - projets jeunes entreprises	23 194	41 441
Caisse Groupe Financier Ltée. - projet jeunes entreprises	16 568	28 834
Secrétariat aux affaires francophones - projet immigration	15 000	-
Province du Manitoba - projet Sentier Fort Ellice	5 000	-
Bureau de l'éducation française du Manitoba - projet jeunes entreprises	5 000	5 000
Société de la francophonie manitobaine - projet RIF	2 050	4 000
Diversification de l'économie de l'Ouest Canada - Covid 19	-	67 037
Fédération canadienne des municipalités - projet CCLAP 3	-	62 200
	1 530 495	1 349 380

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2022

16 Divers – Produits et charges

Le détail des divers produits et charges de l'exercice est comme suit :

	2022 \$	2021 \$
Produits		
Divers - locations, photocopies, etc.	133 714	99 880
Omnium de golf	26 340	-
Fosse aux lions	5 500	500
Comité social	2 026	2 051
Tourisme	922	6 848
	<u>168 502</u>	<u>109 279</u>
Charges		
Omnium de golf	25 871	564
Divers - items promotionnels, cadeaux, pourboires, etc.	16 589	4 291
Divers - projet Vice Versa	3 000	-
Comité social	2 026	2 051
Fosse aux lions	642	500
	<u>48 128</u>	<u>7 406</u>

17 Province du Manitoba – Croissance, Entreprise et Commerce

Pendant l'exercice terminé le 31 mars 2022, le CDEM a reçu du financement de la Province du Manitoba dans le cadre du programme Partenaires pour la croissance économique au montant de 87 000 \$. Les produits reconnus pendant l'exercice 2022 se chiffrent à 87 000 \$.

Les charges fournies par le financement dans le cadre du programme Partenaires pour la croissance économique de 2021-2022 sont comme suit :

	2022 \$
Charges	
Salaires et bénéficiaires	44 000
Frais professionnels et consultants	<u>43 000</u>
	<u>87 000</u>

Le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba Inc.

Notes complémentaires aux états financiers

31 mars 2022

18 Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2021 ont été reclassés afin de rendre leur présentation identique à celle de l'exercice 2022.

19 Pandémie COVID-19

Au mois de mars 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décrété une pandémie mondiale due au nouveau coronavirus (COVID-19). Cette situation est en constante évolution et les mesures mises en place ont de nombreux impacts économiques sur les plans mondial, national, provincial et local.

L'organisme a subi des changements dans ses activités tel qu'un nouveau format, sans banquet, pour l'Omnium de golf. Plusieurs des activités ont été faites de façon virtuelles et hybrides, c'est-à-dire à la fois en personne et en virtuel. Les foires d'emplois ont été virtuelles.

